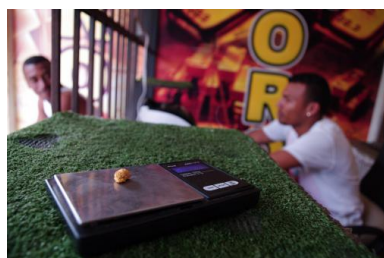


## L'Arc minier de l'Orénoque, où l'or détruit le Venezuela

PAR JEAN-BAPTISTE MOUETTET  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 6 JUILLET 2018

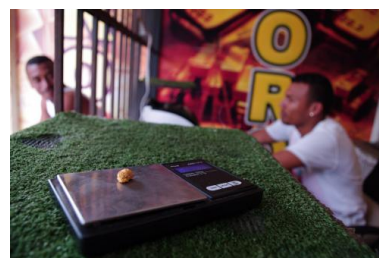


A El Callao, dans une des très nombreuses boutiques où l'or s'achète et se vend. © J.-B. M. Pour le gouvernement, les mines de l'Arc minier de l'Orénoque seraient l'une des solutions à la terrible crise économique que subit le Venezuela. Déforestation, pollution, épidémies, meurtres... Les peuples amérindiens paient en réalité un lourd tribut à ce choix.

**Arc minier de l'Orénoque (Venezuela), envoyé spécial.**— C'est « *l'or du peuple* », dit-il. Voir leur président, Nicolás Maduro, **croquer des lingots** en ces temps de crise tragique n'a plus de quoi étonner les Vénézuéliens, tant la scène **se répète**. Selon le gouvernement, le pays posséderait les deuxièmes réserves d'or au monde, derrière l'Australie. Plus de 8,5 tonnes du précieux métal ont rempli les coffres de l'État en 2017. Cette richesse se trouve dans l'Arc minier de l'Orénoque (AMO), nouvel eldorado au sud du fleuve du même nom, qui traverse le pays d'est en ouest. Voilà l'arme fatale contre « *l'empire* » (les États-Unis) qui mène une « *guerre économique* » contre le Venezuela et la réponse à la baisse de la production de pétrole. Le développement de l'activité minière fait partie des 14 « *moteurs* » identifiés par le gouvernement pour relancer la productivité nationale. Sur les premiers jalons posés par Hugo Chávez, 111 843 km<sup>2</sup> du Venezuela **ont été décrétés** « *zone de développement stratégique nationale* » par Nicolás Maduro, le 24 février 2016 : 12 % du pays, un territoire plus vaste que le Portugal, sont alors dédiés à l'exploitation de l'or, mais aussi des diamants, du coltan, de la bauxite et autres métaux. Si

l'exploitation des matières premières se diversifie dans ce pays entièrement dépendant du pétrole, le modèle économique extractiviste demeure.

Le gouvernement assure que seulement 5 % de l'Arc minier seront exploités. De quoi alimenter le scepticisme des spécialistes : « *Plus que de l'hypocrisie, c'est du cynisme. Aujourd'hui, le gouvernement n'a pas la capacité de contrôler toute cette zone. Mais il se l'est entièrement réservée par décret, en la contrôlant militairement, en l'absence de vrais syndicats* », assure Aiskel Andrade, la directrice du Centre de recherche pour l'éducation, la productivité et la vie (Ciepv) de l'Université catholique Andrés-Bello (UCAB) de Ciudad Guayana, ville bordée par l'Orénoque.



A El Callao, dans une des très nombreuses boutiques où l'or s'achète et se vend. © J.-B. M.

Le long de la Troncal 10, la route qui mène au Brésil depuis Ciudad Guayana, les mines ne sont pas immédiatement visibles. Des prairies où paissent quelques vaches succèdent à des forêts éparces, où les arbres sont si hauts qu'on peine à deviner leur cime. Il faut attendre l'arrivée à El Callao, 171 kilomètres plus au sud, pour que les collines vertes dévoilent leurs balafres blanchâtres. Tout autour de la ville, le paysage est ponctué de trouées de terre et de puits protégés du soleil par des bâches. Le gouvernement affirme que l'AMO, avec une présence plus affirmée des pouvoirs publics, est la réponse à la destruction de la nature par les mines illégales, hors contrôle. Les mines deviendraient même « *écologiques* ».

La déforestation ne s'est pourtant pas arrêtée avec le décret et s'est même accélérée ces dernières années. D'après les calculs du biologiste vénézuélien Gustavo Montes, qui s'appuie sur les images satellites diffusées par la plateforme **Global Forest Watch**, 19 258 hectares de forêt ont disparu en moyenne chaque

année entre 2001 et 2015 dans l'État du Bolivar, où se trouve l'AMO. La déforestation a touché plus de 34 000 hectares pour la seule année 2016. Les **images satellites** de l'université du Maryland donnent une idée de l'inexorable progression des mines jusqu'en 2017.

L'Arc minier de l'Orénoque englobe pourtant des aires protégées, dont la majeure partie de la réserve forestière d'Imataca, ou une portion de la réserve forestière d'El Caura. Les mines affectent aussi les plus grandes réserves d'eau douce du pays avec le bassin de Caroni. La déforestation détériore le cycle de l'eau dont les niveaux peuvent diminuer, alors que cette réserve alimente le barrage de Guri qui fournit la majeure partie de l'électricité vénézuélienne. Limitrophe, le parc national de Canaima et son célèbre Salto Ángel (la chute d'eau la plus élevée au monde), inscrit au **patrimoine de l'humanité** par l'Unesco, enregistre aussi la présence de mineurs illégaux.

La déforestation n'est que la partie visible de la pollution générée par la prolifération des mines. À La Ramona, non loin de la ville minière d'El Callao, sous des toits de tôle, se devinent quelques-uns de la soixantaine de « *molinos* » (« moulins ») que compte le lieu-dit. C'est ici que l'on traite la terre et la roche pour en extraire l'or. « *Nous utilisons bien sûr du mercure pour séparer l'or de la roche* », explique Edward Rodriguez, qui supervise les opérations. L'interdiction d'utiliser le métal toxique n'est pas respectée. Le rappel de la loi ne provoque qu'un haussement d'épaules du colosse, peu bavard.

## Mercure contre cyanure : un combat perdu



Les machines concassent la roche... © J.-B. M.



... puis le liquide boueux, plein de mercure, s'écoule dans un #tang artificiel. © J.-B. M.

Il préfère montrer fièrement les machines qui concassent la roche, puis le liquide boueux et pollué qui se déverse par un tuyau en plastique dans un étang artificiel d'une quinzaine de mètres de long. Le mercure y empoisonne alors le sol, puis les cours d'eau et toute la chaîne alimentaire, des poissons aux hommes.

Le visage fermé d'Edward Rodriguez s'illumine pourtant quand il ouvre sa main où, dans un morceau de tissu, est précieusement conservé un caillou grisâtre. Il place délicatement le minerai sur une pelle qu'il chauffe au chalumeau. L'or apparaît enfin sous les regards satisfaits des mineurs. Une fine fumée s'échappe, tout aussi toxique. Par les eaux, par les airs, le mercure empoisonne toute la région. Selon une **étude** de l'Université centrale du Venezuela (UCV) publiée en 2010, 74 % des établissements scolaires inspectés à El Callao présentaient un taux de mercure supérieur aux normes. Depuis, le nombre de mineurs artisanaux n'a cessé de croître, tout comme l'utilisation de mercure.

Le 18 juin, le gouvernement affirmait être parvenu à concrétiser 292 « *alliances stratégiques* » avec une dizaine de milliers de mineurs. Ces « *alliances* » font rentrer certains mineurs dans la légalité et leur permettent de vendre les minerais au gouvernement. Ils sont aussi censés abandonner le mercure pour

un traitement plus propre, au cyanure. Âgé d'une trentaine d'années, le responsable de l'un des *molinos* de La Ramona, qui préfère rester anonyme, ne semble pas avoir été averti des objectifs gouvernementaux. Il raconte que personne « *ne lui a rien demandé* ». « *Le camion de Minerven [la compagnie nationale d'exploitation de l'or – ndlr] vient récupérer la cola, c'est tout* », dit-il. La cola désigne cet étang au liquide toxique qui contient du sable où il reste encore environ 60 % d'or. Le sable récupéré sera alors une nouvelle fois traité, cette fois par cyanuration.

Assis à l'ombre, à l'écart des mineurs, le responsable explique ne pas envisager de modifier son mode d'exploitation. L'extraction de l'or par le cyanure se fait généralement à une bien plus grande échelle que dans sa petite infrastructure, où s'activent une vingtaine de personnes. L'investissement est trop important pour lui. Le cyanure signifie simplement pour le gérant la fin de son *molino*, hérité de son père. Les ambitions de l'État vénézuélien relèvent de la gageure. À El Callao et dans les environs, la plupart des mineurs artisanaux utilisent le mercure.

« *Le cyanure est moins polluant que le mercure. Le traitement est différent. Il faut construire un vaste bassin où le cyanure perd son pouvoir de contamination. Mais il est possible que les digues rompent si le contrôle n'est pas suffisant* », nuance la géographe Florencia Cordero, de l'université de Ciudad Guyana. Ce scénario du pire s'est déjà produit en Argentine. Entre les 12 et 13 septembre 2015, plus d'un million de litres de liquide cyanuré **se sont déversés** dans la nature, polluant plusieurs cours d'eau dans la province de San Juan – « *le plus grand désastre écologique de l'histoire* » du pays, selon les médias argentins. Le gouvernement vénézuélien se prévaut d'un contrat signé en août 2016 avec le groupe canadien Barrick Gold, responsable de la catastrophe – Barrick Gold assure quant à lui **ne pas chercher** à investir dans le pays.

### Les mines contre des « arcs et des flèches »

Pour le moment, et sans espoir de changement, la population vit avec le mercure. « *Régulièrement, notre communauté perd des vaches qui boivent de l'eau*

*contaminée* », raconte l'Amérindienne Coremoto Francis. « *Il y a toujours eu des mines dans la région, mais aujourd'hui elles avancent rapidement. Elles ne sont plus qu'à une heure trente de marche de notre village* », dit-elle en désignant un fin sentier qui s'enfonce derrière une muraille d'arbres. Coremoto Francis est la « *capitán* » (« capitaine »), la plus haute autorité de sa communauté kariña. Son village de maisons en bois aux toits de tôle, où vivent un peu plus de 130 personnes, jouxte la Troncal 10, à une centaine de kilomètres au sud d'El Callao. Coremoto Francis est décidée à lutter contre les incursions des mineurs sur le « *territoire* » de la communauté et ne croit pas le gouvernement, qui assure que les peuples amérindiens de l'AMO seront protégés. L'an passé, les membres de la communauté ont décidé de revêtir leurs habits traditionnels, de « *s'armer d'arcs et de flèches* » et d'aller à la rencontre des mineurs. « *Quelqu'un les avait prévenus. Ils n'étaient plus là. Depuis, ils sont revenus* », murmure la *capitán*.



La communauté# San Mateo, dirigée par Coremoto Francis. © J.-B. M.

En première ligne, les peuples amérindiens sont confrontés à la violence d'une région que se disputent des bandes armées. Début juin, cinq dirigeants pemón de la communauté San Luis de Morichal, accessible seulement par voie aérienne ou fluviale, ont disparu. Un proche, Juvencio Gómez, dénonce des assassinats perpétrés par des groupes armés qui tiennent la zone. Americo de Grazia, député (Causa R, aile gauche de l'opposition au gouvernement), va plus loin : les dirigeants pemón ont été, selon lui, « *exécutés* » par les guérilleros colombiens de l'Armée de libération nationale (ELN). Selon l'organisation de défense des peuples amérindiens **Kapé-Kapé**, des communautés seraient obligées de quitter leurs territoires ancestraux.

Pour les adversaires de l'AMO, le projet a été imposé aux peuples amérindiens. Ils n'ont pas été consultés préalablement, comme le stipulent pourtant la loi organique des peuples et communautés indigènes (LOPCI) et la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le gouvernement **conteste** ces accusations et met en avant les appuis de certains dirigeants amérindiens. « *La présentation d'un projet préétabli n'est pas une consultation. Une consultation suppose aussi un accompagnement. De toute façon, les mineurs ne respectent pas le territoire qui leur est réservé* », lance l'anthropologue Esteban Emilio Mosonyi, qui critique le laisser-faire du gouvernement. Cet opposant farouche aux mines a payé ses prises de position de son poste de recteur de l'Université indigène.

Dans les organisations qui les représentent comme au sein même des communautés, les mines divisent les peuples amérindiens. Depuis le palier de sa maison de deux pièces, Coremoto Francis raconte que quelques familles de sa communauté travaillent à la mine. Elle fustige l'inaction complice de sa prédécesseure – qui n'est autre que sa sœur. Plus au sud, au kilomètre 46 de la Troncal 10, l'avis est moins tranché. Pour le *capitán* arahuaco de la communauté de San Flaviano, Francisco Dion de Souza, la mine « *est la seule chose qui nous permette d'avoir des revenus. Il faut faire face aux prix qui s'envolent* », dit-il, alors qu'avec son épouse il vend des fruits sur le bord de la route, à l'ombre d'une cabane. Le FMI prévoit au Venezuela une inflation de plus de 13 800 % en 2018.

Coremoto Francis et Francisco Dion de Souza sont d'accord sur un point : les maladies sont un des pires fléaux qu'apportent les mines. La première assure que toutes les familles de son village ont plusieurs membres malades, tandis que le second avance que « *80 % de la communauté* » est touchée. Selon le **rapport mondial** sur le paludisme de 2017 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Venezuela comptait au moins 300 000 cas en 2016. 280 personnes en sont mortes. C'est le pays le plus contaminé du continent. L'État de Bolivar, où se trouve l'Arc minier de l'Orénoque, compte à lui seul 74 % des cas. La déforestation et l'utilisation massive d'eau favorisent la prolifération de moustiques. « *Le gouvernement distribue des médicaments, précise Francisco Dion de Souza, mais seulement pour trois jours de traitement.* »

Le Venezuela fait face à une pénurie de médicaments qui touche aussi les antipaludiques. La suite du traitement, le *capitán* dit pouvoir le trouver « *bien plus cher* » auprès de trafiquants, des groupes armés... « *Et encore, s'il n'y avait que le paludisme ! Il y a aussi les maladies sexuellement transmissibles, la rougeole...* », lâche l'épouse de Francisco Dion de Souza, qui préfère ne pas donner son nom.

Les mines sont le remède auquel les Vénézuéliens ont recours. À La Ramona, Jaimés Thompson sort du puits où il vient de piocher plusieurs heures d'affilée. « *Les médicaments contre le paludisme sont très chers. Alors il faut travailler là où ça rapporte. On risque nos vies pour nos familles.* »

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.